

NOUVEAU SIÈGE DE LA DAÏRA D'ORAN

Le revers de la médaille

Il est vrai que depuis la réception début février 2014 du nouveau siège de la daïra d'Oran, cette structure a soulagé aussi bien les fonctionnaires que les citoyens visiteurs.

La grande structure de conception moderne, avec une façade en verre et à l'arrière une prouesse architecturale avec un dôme en verre, devait être l'un des signaux de la modernisation des services publics avec comme soucis, l'accueil des citoyens et la célérité des traitements des dossiers et autres affaires dont est en charge une daïra.

Malheureusement, des inquiétudes pointent au fur et à mesure que les services de la daïra entrent en fonction dans ce nouveau siège. Et pour cause l'on s'interroge sur le choix de l'emplacement de la daïra qui est situé sur la route du Ravin blanc, une voie rapide double et à sens unique, reliant le rond-point cité Djamel au port d'Oran.

Une voie donc express, et très fréquentée car desservant le centre-ville et le port, avec le va-et-vient des poids lourds et les autres destinations dans l'autre sens vers l'aéroport, vers la partie Est d'Oran ou encore la grande périphérie de Haï Sabbah et Haï Yasmine.

A l'évidence, l'espace réservé au parking pour visiteurs s'avère déjà insuffisant et l'on assiste à des comportements très dangereux des citoyens. Les stationnements sur le bas-côté de part et d'autre de la voie express, en face de la daïra, gênent énormément la circulation et sont même dangereux.

Plus grave encore, pour ne pas à avoir à faire le tour du périphérique, des véhicules s'arrêtent brutalement sur les deux voies en face de la daïra, les



Photo : DR

occupants descendent et tentent tout simplement de traverser à pied la voie express. Aucun passage protégé n'existe, puisque l'on se trouve sur un tronçon rapide, et encore moins des passerelles.

D'ores et déjà, il est à craindre un jour ou l'autre à

déplorer un grave accident, impliquant des piétons inconscients et des automobilistes trop pressés.

Il est temps et urgent que les responsables locaux pensent à trouver une solution pour sécuriser tout le monde à cet endroit.

Fayçal M.

TIARET

Des citoyens protestent devant le siège de l'APC de Rosfa

Après la fermeture, en l'espace de quelques jours seulement, des sièges des APC de Faidja, Tounnina, Hammadia, Sidi Ali Mellal et Nadhora puis rouverts, c'est au tour de Rosfa, une commune steppique de la wilaya de Tiaret, de connaître avant-hier une autre vague de protestations.

Visiblement mécontent de la situation qui prévaut au sein de cette localité frontalière avec la wilaya de Saïda, un groupe d'une trentaine de citoyens environ n'a pas trouvé mieux pour exprimer son ras-le-bol que de se rassembler devant l'entrée principale de la mairie non sans menacer d'interdire l'accès au staff communal, à leur tête le maire, dans le cas où leurs revendications ne sont pas

satisfaites. Ainsi, tout en reprochant au maire le manque de communication avec la population et l'absence d'une prise en charge réelle de leurs préoccupations, les contestataires devaient énumérer par ailleurs une série de revendications dont entre autres, «le départ du premier élu évidemment ou encore la demande d'un quota supplémentaire de logements ruraux groupés, du fait des besoins

exprimés par la population locale», diront-ils.

Jusqu'à lundi tard dans la journée, ledit siège était toujours assiégé, une situation qui a nécessité le déplacement sur les lieux du chef de daïra de Aïn Kermes et de la brigade de la Gendarmerie nationale. Celui-ci s'est longtemps entretenu avec les protestataires pour tenter de dénouer la situation d'autant que la commune de Rosfa, l'une des plus pauvres de la région, a bénéficié dira-t-il, d'un double quota de 60 logements chacun de type LPL, d'une polyclinique pour un montant de 20 millions de dinars, d'un projet de revêtement et de modernisation de

7 km de route reliant la commune de Rosfa à la limite de la wilaya de Saïda, de 12 autres km répartis sur trois tranches et enfin l'inscription d'une opération de raccordement en gaz naturel.

Il est à souligner que pour diverses raisons, dont les promesses non tenues des élus, les mouvements de contestation sont devenus monnaie courante ces derniers temps dans certaines communes de la wilaya, une situation qui préoccupe au plus haut point les autorités d'autant que cela intervient dans une période qualifiée des plus... sensibles.

Mourad B.

TAMALOUS (SKIKDA)

Le crime du jeune de 19 ans élucidé

«Coups et blessures entraînant la mort avec préméditation», tel est le verdict prononcé par le procureur de la République du tribunal de Tamalous, à l'encontre d'un jeune de 19 ans.

Les faits de cette affaire remontent au 20 mars de l'année en cours. Selon le communiqué de la cellule de communication de la Sûreté de wilaya de Skikda, c'était vers 21 heures que la permanence de la Sûreté de daïra de Tamalous a été informée de l'admission d'un jeune de 19 ans, victime de

trois coups assénés à l'arme blanche, au niveau du front, au bas du ventre et de la cuisse gauche.

La gravité des blessures a incité à le transférer vers l'hôpital de Skikda, malheureusement, il avait succombé en cours de route, exactement à Souk Ettlata, relevant de la commune de Sidi-Mezghiche. Les investigations ont permis d'identifier le coupable, et ce, en collaboration avec des témoins oculaires qui ont assisté à la scène du crime au niveau de la cité Balaska, au centre-ville de Tamalous. L'enquête a été également derriè-

re la découverte du fait suivant : le coupable a, à maintes reprises, menacé le père de la victime de tuer celle-ci. Menace qu'il mettra à exécution dès que la première occasion s'est présentée, ce fut au sortir d'un café.

Les éléments de la police procéderont à l'arrestation du criminel au niveau de la gare routière de Tamalous, portant un survêtement taché de sang. Interrogé, il avouera les faits qui lui sont reprochés et dénoncera la cache de l'arme du crime (sous un fauteuil dans la cuisine).

Zaïd Zoheir

AÏN-TÉMOUCHENT

23 milliards de créances pour l'Algérienne des eaux

Le directeur de l'unité de l'Algérienne des eaux de la wilaya de Aïn-Témouchent, M. Benchaïb Youcef, a déclaré que les créances de l'entreprise ont atteint en 2013 plus de 23 milliards de centimes dont 15 milliards concernent des usagers ordinaires, alors que les services administratifs ont 7 milliards de dettes et 505 milliards de centimes sont pour les secteurs de l'industrie et du tourisme.

Ces créances, ajoute le directeur, représentent un lourd fardeau pour l'entreprise l'Algérienne des eaux.

Il est à noter que 580 usagers ont régularisé leurs dettes auprès de l'entreprise et que celle-ci gère 19 communes sur les 28 que compte la wilaya de Aïn-Témouchent. Le taux de distribution de l'eau potable a atteint 88% pour une moyenne de 24h/24, dans l'attente de l'amélioration des prestations après le renouvellement de toutes les anciennes canalisations.

S. B.

RELIZANE

Des jeunes du DAIP sans salaires depuis quatre mois à Belacel Bouzegza

Des jeunes ayant bénéficié d'un poste de travail dans le cadre du programme d'insertion professionnelle (DAIP), demeurent toujours sans salaires et cela depuis plusieurs mois.

Parmi ces derniers, se trouvent des chefs de famille qui vivent pour le moment une situation sociale désastreuse du fait que ce contrat décroché demeure leur seule source de revenus, comme ils craignent que les mois qui viennent vont se transformer en cauchemars pour leur famille. Plusieurs secteurs sont touchés, notamment celui de la santé.

Ces jeunes demandent alors l'intervention des responsables compétents pour mettre fin à leur calvaire. «Des promesses faites par des instances concernées n'ont toujours pas été concrétisées», soulignent bon nombre de ces plaignants avant de conclure que «même au niveau de la Direction de l'emploi, on nous ferme toutes les portes avant de nous lancer qu'il y a un délégué pour nous éclairer sur cette situation. Nous sommes à bout de nerfs», déplorent nos interlocuteurs.

A. Rahmane

TÉBESSA

Saisie de 60 quintaux de chutes de cuivre

Suite à des informations qui leur sont parvenues indiquant qu'un camion transportant un chargement de chutes de cuivre, les éléments de la douane ont aussitôt établi un barrage à quelques encablures de la commune de Hammamet, distante de 22 km de Tébessa.

Le camion signalé est intercepté et aussitôt passé au peigne fin. Au terme de la fouille, les douaniers découvriront une quantité de 60 quintaux de chutes de cuivre chargées dans le camion de marque Renault. Le chargement et le camion ont été saisis et le chauffeur auditionné par les éléments de la gendarmerie en attendant de comparaître devant la justice.

Barour Yacine